

Sauver la lignée impériale. Les plans des militaires japonais en 1945

Eric Seizelet

Tôkyô, 7 janvier 1981. Un curieux conciliabule réunit au 1er étage du Warakuden, un pavillon du sanctuaire Tôgô (*Tôgô jinja*)¹, dix-sept hommes âgés, conduits par un certain Genda Minoru (1904-1989). Il y a là plusieurs officiers de la nouvelle armée de l'air, un ancien pilote de ligne, un libraire, des hommes d'affaires, un médecin, un chef d'entreprise... Leur point commun ? Tous étaient d'anciens officiers ou sous-officiers de la Marine impériale issus pour la plupart du 343^e groupe d'action aérien (GAR)² de la Marine commandé par Genda pendant la guerre du Pacifique, liés par un pacte secret conclu trente-six ans auparavant³. Le groupe est dès lors officiellement dissous. Quel pacte ? Pour quelle mission ? Tout simplement sauver la lignée impériale de la défaite en cachant un membre de la Maison impériale, au cas où l'actuelle famille régnante serait démantelée, ses membres dispersés, emprisonnés, voire exécutés par les Alliés. Pour comprendre cette initiative pour le moins singulière, il faut remonter au 15 août 1945. Ce jour-là, une allocution radio-diffusée sans précédent de l'empereur Hirohito (1901-1989) avait annoncé la « fin de la guerre » et l'acceptation par le Japon des termes de la Proclamation de Potsdam du 26 juillet 1945, l'ultime sommation alliée de reddition inconditionnelle. Le mot fatidique de « défaite » n'avait pas été prononcé, mais personne n'était dupe : la « fin de la guerre » signifiait l'Occupation étrangère – une première dans l'histoire du pays – le châtement des « criminels de guerre », et la soumission du gouvernement japonais aux directives des vainqueurs. L'Empire du Grand Japon était à terre. Et c'est dans cette atmosphère crépusculaire que germa alors, au sein des forces armées, ce plan de sauvetage, une opération qui n'était pas sans rappeler les espérances providentialistes et eschatologiques du « roi caché » dans certaines traditions occidentales⁴ et qui posait, plus prosaïquement, des problèmes considérables, sinon insurmontables : identification de l'héritier putatif, filière d'extraction, durée de l'opération, financement, choix du lieu de la cachette et de l'entourage, protection du secret. Toujours est-il que cet épisode est resté longtemps dans l'ombre : on n'en trouve guère de trace – et pour cause – dans les archives militaires japonaises ; celles du *Counter Intelligence Corps* (CIC), le principal organisme américain en charge de la traque des menées subversives après la capitulation et des criminels de guerre sont plus loquaces, mais incomplètes. La réflexion historique a donc été nourrie par les confidences, tardives, de certains des protagonistes soucieux de justifier leur

¹ Ce sanctuaire *shintô* avait été inauguré en mai 1940 à la mémoire de l'amiral Tôgô Heihachirô (1848-1934), le vainqueur de la bataille navale de la mer du Japon lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

² Un GAR comptait en moyenne 48 appareils.

³ Hata Ikuhiko, *Hirohito tennô itsutsu no ketsudan*, Les cinq décisions de l'empereur Hirohito, Tôkyô, Kôdansha, 1984, p. 152.

⁴ Yves-Marie Bercé, *Le roi caché. Sauveurs et imposteurs. Mythes politiques populaires dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1990.

comportement au moment de la capitulation⁵. Cette étude s'inscrit enfin dans une historiographie qui remet en cause, au Japon même, la vision monolithique de forces armées, en particulier d'une Armée de terre, fondamentalement belliciste, réfractaire à toute tentative de paix et incapable de penser « l'après-guerre »⁶.

Le contexte général de l'opération : le sort de l'essence nationale du Japon et la « fin de la guerre ».

La question de la préservation du trône et la sauvegarde de l'empereur furent au cœur des préoccupations des élites dirigeantes dans les derniers mois de la guerre. C'est dans ce contexte qu'intervint la construction par les militaires du complexe de Matsushiro. Cette question ne fut pas, tant s'en faut, résolue par la défaite. Les Alliés ayant évité d'éclaircir publiquement leur position en la matière, cette abstention alimenta non seulement nombre de rumeurs sur l'avenir du régime et le sort personnel de l'empereur, mais favorisa, au Japon même, l'émergence – certes marginale mais néanmoins significative – de « prétendants » contestant la légitimité même de l'actuelle lignée impériale.

Le bunker de Matsushiro

La notion d'essence nationale (*kokutai*), est l'un des concepts essentiels du Japon impérial. Le terme, sinon la substance, apparaît dans les « Nouvelles discussions », *Shin Ron* (1825), ouvrage d'un idéologue du fief de Mito, Aizawa Seishinsai (1782-1863), l'un des chefs de file d'un courant nationaliste et nativiste qui, dès avant la Restauration de Meiji en 1868, avait fait du trône le parangon de l'identité et de l'indépendance nationales. Après la Restauration, elle est indissociable du statut particulier de la monarchie japonaise prise dans sa triple dimension : institutionnelle, historique et morale. Institutionnelle car elle fait du *tennô*, – l'empereur – le centre vital de l'Etat japonais en tant que chef d'Etat souverain, vers lequel converge le processus de décision. Historique, car l'élément essentiel de cette essence nationale réside dans la continuité et la perpétuité d'une institution monarchique aux origines divines, consubstantielles à l'histoire même de l'archipel. Morale, car l'institution impériale est au sommet d'une échelle de valeurs éthiques

⁵ Edward Behr, HiroHito. *L'empereur ambigu*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 403 et s. Saitô Michinori, *Rikugun nakano gakkô gokuhi keikaku. Shin shiryô shin shôgen de akirakasareta shinjitsu*, Les plans ultra secrets de l'Ecole de Nakano de l'Armée. La vérité révélée par de nouveaux documents et témoignages, Tôkyô, Gakken Paburishingu, 2011, p. 133 et s. ; Shôguchi Yasuhiro, *Gokuhi shirei, kôtô goji sakusen*, Une mission ultra secrète, la stratégie de protection de la lignée impériale, Tôkyô, Tokuma shoten, 2017.

⁶ Yamamoto Tomoyuki, *Shusenka kôwaka. Teikoku rikugun no himitsu shûsen kôsaku*, Guerre ou paix ? Les manœuvres secrètes de l'Armée de terre en vue de mettre fin à la guerre, Tôkyô, Shinchôsha, 2013.

endogènes diffusées par le système éducatif et le *shintô* d'Etat⁷. En bref, cette « essence nationale » était l'expression ultime de l'identité propre et immarcescible du Japon impérial, s'incarnant dans l'existence d'une « lignée impériale unique et ininterrompue », et dont les militaires prétendaient en être les gardiens attitrés, au nom des liens privilégiés entre l'institution militaire et le souverain.

Depuis le début 1944, la « préservation de l'essence nationale » (*kokutai goji*), devint l'axiome qui devait présider aux décisions stratégiques des autorités politiques et militaires du pays. L'accumulation des défaites depuis Midway (juin 1942), l'exigence de la reddition inconditionnelle formulée par les Alliés à Casablanca (janvier 1943), l'enfoncement du périmètre de défense sur le front du Pacifique avec la chute de Saïpan (juillet 1944,) avaient placé le Japon sur la défensive. Les politiques les plus clairvoyants, au Palais comme au gouvernement, mais aussi dans certains cercles militaires, considèrent que la guerre est désormais perdue et que la préparation de la « fin de la guerre » est inéluctable pour sauver le Japon et la dynastie du désastre. Ils n'ignoraient pas que la Première guerre mondiale avait été fatale aux empires centraux et qu'une défaite risquait de porter un coup au régime. Mais ils demeuraient divisés sur la voie à suivre : engager des négociations de paix ou/et continuer les combats pour obtenir des conditions de paix acceptables. Et ils doivent faire face aux jusqu'au-boutistes de l'Armée et de la Marine – notamment les officiers supérieurs d'état-major peuplant la direction des Affaires militaires du ministère de l'Armée – pour lesquels la capitulation est impensable, et prêts à sacrifier «100 millions de sujets » pour une victoire finale de plus en plus hypothétique. Malgré certaines approches officieuses par l'intermédiaire de la Suisse, de la Suède, voire du Vatican, le Japon fut incapable d'entreprendre une démarche officielle en vue de faire cesser les hostilités et les ultimes tentatives de médiation soviétique avaient été un échec. Du côté des Alliés, en dépit d'importantes discussions internes, notamment au sein du Département d'Etat américain, on s'était refusé à fournir des assurances publiques sur l'avenir de la monarchie et sur le maintien de Hirohito sur le trône, même si la Proclamation de Potsdam n'évoque que la capitulation des forces armées japonaises, et non celle du gouvernement et de l'Etat. L'opinion publique alliée et le Congrès américain, chauffés à blanc par la prolongation de la guerre après la capitulation allemande (mai 1945), étaient remontés contre l'empereur qui figurait en tête des listes des criminels de guerre, et dont on demandait la tête. Sur le plan interne enfin, les élites politiques japonaise craignaient que la continuation de la guerre, mais aussi la défaite et l'occupation militaire, ne favorisassent l'essor du républicanisme, voire du communisme, et que la conjonction des extrêmes, à gauche comme à droite, ne plongeât le Japon dans le chaos. Au début du mois d'août 1945, les rapports de la police militaire et de la direction de la sécurité du ministère de l'Intérieur signalèrent une recrudescence de propos ou de comportements anti-monarchistes ou mettant en

⁷ On entend par là le recentrage après 1868 de la religion nationale autour du culte de la Maison et de la lignée impériales.

cause la responsabilité du souverain dans la guerre. Certains politiques – mais aussi des membres de la Famille impériale – avec l'ancien Premier ministre Konoe Fumimaro (1891-1945), pour sauvegarder l'essentiel, c'est-à-dire l'institution impériale, avaient même prôné, depuis février 1945, l'abdication pure et simple du monarque. Hirohito aurait ainsi servi de fusible, son maintien sur le trône devenant un obstacle à la survie même de la monarchie⁸. Konoe envisage même un moment que l'empereur sombre avec le navire amiral de la flotte dans un ultime combat naval...Preuve des hésitations au plus haut niveau, ou manœuvre ultime pour convaincre les plus réticents, lorsque l'empereur convoqua le 12 août dans l'après-midi les chefs des maisons princières pour leur annoncer sa décision d'accepter la Proclamation de Potsdam, il leur confirma, en réponse à une question du prince Asaka (1887-1981), partisan de la ligne dure, que la guerre se poursuivrait si l'essence nationale de l'empire n'était pas protégée⁹.

A l'époque, au sein même du haut commandement, l'acceptation en l'état de la Proclamation de Potsdam ne signifiait rien moins qu'une « atteinte à l'honneur de l'empereur », une « destruction de l'essence nationale », la « fin de l'empire » et « l'extinction de la lignée impériale »¹⁰. Quoi qu'il en soit, le retour à la paix, trois jours plus tard, signa pour les élites politiques et militaires japonaises une longue période d'incertitude sur l'avenir du pays, le sort réservé à l'institution impériale et à l'empereur.

C'est en janvier 1944 que le commandant Ida Masataka (1912-2004) avait proposé de transférer le Grand quartier général impérial (GQGI) hors de Tôkyô. L'Armée avait fait alors le choix, en mai, du site de Matsushiro et elle avait commencé à faire construire, à partir de novembre 1944, avec le concours du travail forcé d'environ 7000 Coréens, un gigantesque bunker sous les Alpes japonaises dans le département de Nagano pour maintenir la continuité de la chaîne de commandement au cas où les Alliés auraient débarqué dans l'archipel – ce qui entérinait *de facto* l'impossibilité de les repousser sur les plages – et le Japon transformé en champ de bataille. En ce sens, la construction de cette forteresse souterraine de 23404 m² de surface au sol et de 10 km de galeries s'inscrivait dans une logique de continuité des combats, fusse au prix de l'abandon de la capitale impériale. Ce travail, titanesque, avait mobilisé jusqu'à 10 000 ouvriers par jour en mars 1945. Ce n'est cependant qu'en mai 1945 que le chef de l'état-major général

⁸ La bibliographie sur la politique de « protection de l'essence nationale » dans le cadre des efforts pour terminer la guerre est innombrable. Voir notre ouvrage, *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1990, p.63-80 ; Nakamura Masanari, *The Japanese Monarchy. Ambassador Joseph Grew and the Making of the Symbol Emperor System, 1931-1991*, London and New York, M.E Sharpe, 1992 ; Yoshida Yutaka, *Shôwa tennô no shûsen-shi*, L'histoire de la fin de la guerre et l'empereur Shôwa, Tôkyô, Iwanami shoten, 2014.

⁹ Kinoshita Michio, *Sokkin nisshi*, Journal d'un membre de l'entourage [de l'empereur], Bungei shunjû, Tôkyô, 1990, p. 228.

¹⁰ Position soutenue notamment par le chef de l'état-major général de l'Armée Umezu Yoshijirô (1882-1949) et le chef d'état-major adjoint de la Marine Toyoda Soemu (1885-1957).

de l'Armée, le général Umezu, informa l'empereur de ce projet, mais sans lui indiquer que ce dernier était, depuis mars, adossé à un plan de transfert du Palais impérial – et donc de la Famille impériale – pour la mettre à l'abri des bombardements aériens. On ignore les raisons du silence d'Umezu sur ce dernier point. Peut-être a-t-il craint d'essuyer une rebuffade de la part du monarque. Toujours est-il que même si Umezu n'aborda plus la question avec Hirohito, l'Armée continua de peaufiner son plan de transfert du palais puisqu'au début juin elle avait mis au point un plan d'évacuation et de relocalisation provisoire de la Famille impériale, ainsi qu'un itinéraire d'exfiltration. Il est vrai qu'au départ l'empereur et le ministère de la Maison impériale n'ont manifesté qu'un intérêt mitigé pour ces opérations de « déménagement » qui auraient, selon eux, miné le moral de la population, dont l'efficacité sur le plan opérationnel n'était pas avérée et qui laissait de côté la question du sort des *regalia* qui obsédait l'empereur en cas de débarquement allié¹¹. Au moment de la défaite, le bunker de Matsushiro était achevé aux trois-quarts. Il avait fallu attendre le milieu du mois de juin 1945 pour que le directeur des Affaires générales du ministère de la Maison impériale, Katô Susumu (1902-1993) et Ogura Kuraji (1899-1964), chambellan de l'empereur, en discutent avec le Gardien du Sceau privé Kido Kôichi (1889-1977), informé du projet par le Premier aide de camp de l'empereur, et consentissent à une inspection de principe des installations prévue pour la fin juillet. La dégradation de la situation militaire – une partie du palais impérial avait déjà été touchée par le bombardement de Tôkyô du 25 mai 1945 – semble avoir poussé à l'époque le Palais à surmonter ses réticences initiales et à envisager un tel transfert, mais en toute extrémité¹². La défaite consommée, et après une période d'abandon, le site fut partiellement reconverti en février 1967 en Centre d'études sismiques dépendant du ministère de l'Education, de l'Agence de météorologie et du département de Nagano, et à partir de 1990, une partie seulement des galeries souterraines fut ouverte au public par la municipalité de Nagano.

Le SCAP MacArthur et l'émergence de « faux empereurs »

La confusion suivant la défaite, la restauration des principales libertés publiques, et notamment de la liberté d'expression, imposées par les autorités d'Occupation à coup de directives dès septembre 1945, les incertitudes pesant sur l'avenir de la monarchie et le sort personnel de Hirohito qu'une partie des Alliés voulaient faire

¹¹ Notre étude, « Les trois Trésors sacrés et la symbolique impériale au Japon », *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles* [En ligne], 2005, mis en ligne le 05 juin 2008, URL : <http://journals.openedition.org/crcv/408>.

¹² Higaki Takashi, *Matsushiro daihon.ei no shinjitsu. Kakusareta kyodai chikagô*, La vérité sur le GQGI de Matsushiro : un gigantesque abri dissimulé, Kôdansha, Tôkyô, 1994. Saijô chiku wo kangaeru-kai, *Matsushiro de naniga atta ka, daihon.ei kensetsu, saijô chiku jûmin no shôgen*, association de réflexion sur la zone de Saijô, que s'est-il passé à Matsushiro? Témoignages des habitants de la zone de Saijô sur la construction du GQGI, Nagano, Ryûô shobô, 2006. Egalement, Yomiuri shinbunsha, *Shôwa-shi no tennô*, L'empereur dans l'histoire de Shôwa, 2, *Wahei kôsaku no hajimari*, Le début des manœuvres de paix, Tôkyô, Chûkô bunko, 2011, p. 210 et s.

juger comme criminel de guerre avaient ouvert, pour l'institution impériale, une période de doute propice aux rumeurs et aux réclamations les plus diverses. Parmi celles-ci, les procès en illégitimité de l'actuelle dynastie et les prétentions au trône de descendants autoproclamés de la « Cour du Sud » face aux « usurpateurs » de la « Cour du Nord »¹³. Au nombre des tentatives les plus sérieuses, celles de « l'empereur Kumazawa », (*Kumazawa tennô*), figure en bonne place. Kumazawa Hiromichi (1889-1966), avait été un moine bouddhiste de la secte de la Terre Pure, avant d'ouvrir, en 1931, à Nagoya, un commerce ruiné par la guerre. Son père adoptif, Hiroshika, l'avait élevé dans la conviction qu'il était l'héritier de l'empereur Go-kameyama (1347-1424) de la Cour du Sud, et il s'était auto-proclamé empereur en 1920 au décès de son père. Les Kumazawa, n'avaient pas hésité à écrire à plusieurs reprises, dès janvier 1908, aux membres du gouvernement et Palais pour faire valoir leurs droits. A une époque où ce genre d'assertions était passible du crime de lèse-majesté, les pouvoirs publics n'avaient pas, curieusement, donné suite. Pour les Kumazawa, le silence qui leur avait été opposé n'était pas autre chose que l'expression d'une gêne au sommet de l'Etat, alors que la question des deux Cours et de la place qu'elle devait avoir dans les manuels d'histoire du Japon avait défrayé la chronique politique en janvier-février 1912. Toujours est-il qu'en septembre 1945, au lendemain de la capitulation, Kumazawa écrivit au général Douglas MacArthur (1880-1964) qui, en tant que Commandant suprême pour les puissances alliés (SCAP) à la charge de conduire la politique d'Occupation. Dans cette missive, il revendiquait le trône en tant que descendant de la lignée légitime et rendait responsable la collusion de la Cour du Nord avec la clique militaire du désastre dans lequel le Japon était plongé. En décembre 1945, à la demande du SCAP, une délégation américaine se rendit à Nagoya pour recueillir les confidences du « prétendant » reprises par la presse anglo-saxonne et japonaise¹⁴. A partir du printemps 1946, Kumazawa tenta d'approcher les parlementaires et se lança dans une série de conférences dans tout le pays. Il fonda un groupe de soutien et ses activités le rendirent suspect aux yeux du ministère de la Justice qui envisagèrent un moment de le poursuivre pour lèse-majesté¹⁵. Ses agissements attirèrent également l'attention de la *Military Intelligence Section* du *General Headquarters Far East Command* qui en rendit compte régulièrement à MacArthur. Le SCAP se garda bien cependant de donner une suite quelconque aux demandes réitérées de Kumazawa d'audiences et de réponses à

¹³ Allusion au schisme dynastique qui, entre 1336 et 1392, déchira l'archipel après l'échec de la tentative de Restauration de l'autorité impériale entreprise par l'empereur Go-daigo (1288-1339), et qui aboutit à la mise en place, à Kyôto, du shôgunat des Ashikaga et à l'installation d'une branche impériale rivale, celle du Nord.

¹⁴ *Stars and Stripes*, 18 janvier 1946, *Yomiuri hôchi shinbun*, 19 janvier 1946 ; *Life*, 21 janvier 1946 ; *The Canberra Times*, 18 janvier 1946, *Asahi shinbun*, 6 juillet 1946.

¹⁵ Kimura Tokutarô (1886-1982), ministre de la Justice, commission du budget, chambre des Représentants, 28 juin 1946.

sa demande de reconnaissance et peu à peu le « prétendant » se lassa¹⁶. En janvier 1951, il saisit néanmoins les tribunaux pour tenter de faire reconnaître ses droits, mais il est débouté au motif que l'empereur n'a pas le droit d'ester en justice.

Pourtant, l'attitude du SCAP laisse perplexe : pourquoi a-t-il laissé se développer l'affaire Kumazawa dans les médias, allant même jusqu'à faire protéger le prétendant par sa propre police militaire ? Kumazawa fut le premier, mais non le seul, à revendiquer le trône : dans les préfectures de Kôchi, Okayama, Kagoshima, Aichi, Niigata s'élevèrent d'autres prétendants plus ou moins sérieux se réclamant eux aussi de la Cour du Sud, et dont certains écrivirent également à MacArthur. On soupçonna le proconsul américain de double jeu : les articles de presse, qui suivent la Proclamation impériale du 1^{er} janvier 1946 par laquelle l'empereur niait sa propre divinité, n'auraient pas été seulement la manifestation de l'attachement manifesté à la liberté d'expression recouvrée, mais auraient participé d'un plan visant à tester la popularité d'un Hirohito désacralisé auprès de l'opinion : cette thèse n'est pas historiquement fondée car MacArthur avait été convaincu, très tôt, de maintenir la monarchie et Hirohito sur le trône, et considérait que les critiques – même obliques – contre le trône, étaient inspirées par l'extrême-gauche. L'important réside dans ce que révèle l'affaire Kumazawa du climat délétère dans lequel se trouvait plongé l'archipel dans l'immédiat après-guerre, et qui donna alors prise aux bruits et aux revendications les plus extravagants¹⁷.

On ne sait si les anciens de l'Armée et de la Marine ont également cherché à contrecarrer ces initiatives, mais leur projet de sauvetage de la lignée impériale ne pouvait être naturellement envisagé en dehors de ce climat créé par la défaite et l'Occupation étrangère. En outre, la Maison impériale japonaise se caractérisait par une longue tradition de polygamie à laquelle il avait été mis tardivement un terme à l'époque de Meiji, ce qui d'ailleurs n'avait nullement entravé la pratique des « préposées au ventre », ces dames d'honneur issues de l'aristocratie et habilitées à fournir des héritiers au trône. Le ministère de la Maison Impériale tenait certes les registres officiels du lignage, mais non des fruits issus de l'ensemble des partenaires sexuelles occasionnelles des empereurs et, au cours des siècles, les conditions juridiques d'appartenance à la Famille impériale ont varié. En d'autres termes, la continuité monarchique, indiscutable, ne coïncidait pas toujours, tant s'en faut, avec celle de la filiation dynastique. Il n'était donc pas exclu qu'il existât de fait au Japon de nombreux descendants de sang impérial élargissant le cercle des prétendants potentiels. Dans le chaos de l'après-guerre, l'Armée et la Marine se devaient de mettre en réserve un héritier dont l'appartenance et le sang ne pouvaient être

¹⁶ Sur cet épisode relaté par l'un des exécutants de la politique américaine d'Occupation, Grant T. Goodman, *American, s Japan. The First Year, 1945-1946*, New York, Fordham University Press, 2005, le chapitre 13.

¹⁷ Sur les faux empereurs, Hata Ikuhiko, *Shôwa-shi no nazo wo tou*, Décrypter les énigmes de l'histoire de Shôwa, Tôkyô, Bunshun bunko, 1999, p. 127-170 ; John W. Dower, *Embracing Defeat. Japan in the Wake of World War II*, New York and London, W.W Norton/The New Press, 1999, p. 306-307.

contestés.

La mission Genda

Si l'apparition de faux empereurs n'a finalement point affecté la monarchie, il en allait tout autrement des conséquences de la capitulation. Après le discours de l'empereur annonçant la fin de la guerre, et dans les deux semaines séparant l'arrivée de Douglas MacArthur au Japon le 30 août, la Marine commença à étudier la mise en place d'une stratégie de résilience, voire de résistance à l'occupant, et pour faire face à une éventuelle menace communiste. Elle devait ainsi confier au capitaine de vaisseau Genda Minoru une mission insolite, mais jugée capitale, pour l'avenir de l'archipel.

Résilience et résistance : la stratégie de la Marine

Le 18 août, le contre-amiral Tomioka Sadatoshi (1897-1970), chef de la Seconde division de l'état-major de la Marine, responsable des opérations militaires, avait ordonné au commandant du 701^e GAR, le capitaine de vaisseau Enoo Yoshio (1902-1989) de mettre sur pied à cet effet une organisation clandestine, ce qu'il fit à partir d'éléments du 701^e GAR dissout le 23 août. Enoo créa ainsi, avec 3800 hommes, la *Kitsu junnô-tai* répartie dans douze blocs régionaux. Mais, en dehors de ce projet de guérilla et d'infiltration, la Marine avait également en tête de sauvegarder la lignée impériale. L'initiative en revenait à Tomioka : son idée était de mettre en réserve un prince de la Maison impériale pour le cas où l'actuelle famille régnante serait de l'incapacité de régner, et de le placer sur le trône à la faveur de l'antagonisme russo-américain qui ne manquerait, à la longue, de se produire. Elle fut approuvée par le chef de l'état-major de la Marine Toyoda Soemu et le ministre de la Marine, Yonai Mitsumasa (1880-1948) – ancien chef du gouvernement au début 1940 – le Prince impérial Takamatsu (1905-1987), frère de l'empereur, officier de marine de son état, et probable régent en cas d'abdication impériale, Ôgane Masujirô (1894-1979), vice-ministre de la Maison impériale. Un professeur de l'Université de Tôkyô, Hiraizumi Kiyoshi (1895-1984), spécialiste de l'histoire de la monarchie japonaise qui faisait autorité sur la question du *kokutai*, avait ses entrées au Palais et était bien vu des militaires, fut également mis dans la confiance. Un budget de 200 000 yen fut alloué sur les fonds secrets de l'état-major de la Marine et du ministère de la Maison impériale. Mais cette référence à la protection de la lignée impériale avait aussi un autre objectif : au moment de la capitulation, personne n'était capable de garantir, en dépit du discours politique officiel récurrent, que la protection de l'essence nationale du Japon et la sécurité des membres de la famille régnante seraient *effectivement* garanties. Cette absence de garantie et la reddition constituaient un choc pour des militaires qui avaient été éduqués dans le refus absolu de la capitulation et le culte impérial, et l'on pouvait craindre que ce qui restait d'opérationnel, notamment, dans les forces aériennes japonaises, ne se lançât dans des actions suicides contre les forces d'Occupation. Il était donc capital d'utiliser leur sens de l'honneur au service d'une cause plus grande – la protection de la lignée impériale – et de les détourner de projets suicidaires et inutiles, comme par exemple celui d'abattre les avions de la

délégation japonaise en charge des préparatifs de la reddition à Manille, comme certains pilotes l'avaient envisagé. D'où l'idée de s'assurer de la loyauté des commandants des GAR les plus prestigieux pour juguler toute tentative de rébellion, car des tracts avaient été largués sur certaines bases aériennes dénonçant la « haute trahison » de l'acceptation de la Proclamation de Potsdam. De son côté, le prince impérial Takamatsu était intervenu personnellement, soit par téléphone soit en déplaçant auprès de certaines bases aériennes, pour indiquer que la « protection de l'essence nationale de l'empire ne saurait intervenir par l'usage de la force armée » ou pour faire part des « préoccupations impériales ».

L'entrée en scène du commandant du 343^{ème} GAR

En effet, Genda, comme beaucoup d'officiers de sa génération, avait accueilli le discours de l'empereur avec abattement. Son premier réflexe avait été de passer outre, car inspiré par les « mauvais conseillers » gravitant autour du trône, réflexe habituel des militaires qui n'entendaient pas obéir aux ordres du *tennô*. Le 17, il fut convoqué à l'état-major de la Marine à Tôkyô, en même temps que le capitaine de vaisseau Okamura Motoharu (1901-1948) chef du 721^e GAR. Tomioka leur expliqua en détail le processus qui avait conduit à l'allocution impériale et leur confia le projet qu'il avait en tête. Le contre-amiral Yokoi Toshiyuki (1897-1969), chef d'état-major de la 3^{ème} flotte aérienne, fut chargé de superviser l'ensemble de l'opération et de pourvoir à l'intendance. De retour à sa base d'Ômura, près de Nagasaki, le 19 dans l'après-midi, Genda, après avoir feint d'organiser son propre suicide, sélectionna vingt-trois hommes prêts à cette opération de sauvetage du lignage impérial. Plusieurs lieux ont été tour à tour explorés, principalement dans l'île méridionale de Kyûshû, qui doivent correspondre à un certain nombre de critères : isolement mais offrant des possibilités d'évacuation en cas d'urgence ; environnement politiquement sûr ; agriculture autarcique ; proximité de sites en rapport avec la geste et la mythologie impériales. Le groupe s'accorda pour que le futur héritier impérial fût exfiltré par bateau depuis Tôkyô jusqu'à Saganoseki, sur la pointe nord-est du département d'Ôita. Dans l'intervalle, Genda parvint à placer trois de ses hommes auprès de l'agence de presse Dômei et du ministère de la Maison impériale pour tenter d'obtenir des informations sur la politique suivie par les Alliés. A noter que l'équipe de Genda ne s'était pas préoccupée d'identifier l'héritier à cacher mais, pour sa part, Genda était également arrivé à la conclusion que c'était un prince de la Maison Kitashirakawa qui devait être sélectionné, en tant que seul descendant direct de Meiji. En décembre 1945, l'arrestation du prince Nashimoto (1874-1951), celle de l'ex Gardien du Sceau Privé Kido Kôichi (1889-1977) et le mandat d'arrêt lancé contre Konoe Fumimaro – qui se suicidera – suspectés de crimes de guerre, firent craindre le pire : Genda et son groupe reçurent l'appui du président du groupe de construction navale Kawanami situé à Koyagi, un village de bord de mer dans le département de Nagasaki, qui se déclara disposé à mettre à disposition ses bateaux pour faciliter l'exfiltration de l'héritier putatif et à les prendre dans son entreprise. Mais celle-ci fut engluée à partir du printemps 1946 dans une série de conflits sociaux qui placèrent l'équipe de Genda dans une situation difficile.

Au fur et à mesure que le temps passe, le projet s'effiloche : Okamura avait confié à l'un de ses subordonnés, le lieutenant de vaisseau Yunokawa Morimasa, le soin de constituer une équipe supplémentaire de quinze membres, mais ce dernier avait jeté l'éponge en décembre 1945. A partir d'octobre 1945, Genda fut recherché par les autorités d'Occupation qui souhaitaient l'interroger sur l'attaque de Pearl Harbour, en tant que proche collaborateur de l'amiral Yamamoto Isoroku (1884-1943). Au début novembre 1945, le choix de l'équipe de Genda se porta sur le site de Meranoshô, au centre du département de Miyazaki. Cependant, la situation du Japon évoluait très rapidement : les progrès du syndicalisme dans les classes laborieuses et la paysannerie rendirent plus difficile l'entreprise de Genda. Avec la « Proclamation impériale d'humanité¹⁸ » du 1er janvier 1946 puis, surtout, l'acceptation de l'avant-projet de Constitution en mars, Genda considéra qu'il était temps de rendre son équipe à la vie civile, à condition qu'elle se tint à l'écart du marché noir pour éviter d'attirer l'attention de la police. L'épuisement des crédits, l'épuration et les difficultés économiques obligeaient ses membres à pourvoir désormais à leur propre subsistance. Tomioka lui fit part en 1947 de la fin de l'opération de sauvetage, et le 15 mai 1947 Genda autorisa le dernier militaire qui tenait une sorte de permanence à Meranoshô à regagner son foyer, mais sans délier formellement le groupe de son engagement. Par ailleurs, il semble que le capitaine de corvette Nakajima Tadashi (1910-1996) commandant adjoint du 723^e GAR, ait été chargé d'une mission similaire, quelques jours après la capitulation, par un émissaire du Prince impérial Takamatsu. Il avait commencé à constituer autour de lui une équipe d'une dizaine de personnes quand Genda lui demanda de rejoindre son propre groupe. Mais ce que la Marine ignorait, c'est que l'Armée disposait de son propre projet.

Le plan Kitashirakawa de l'Armée

La rhétorique officielle concernant la poursuite de la lutte armée au cours de l'été 1945 avait couvert des tentatives non abouties pour mettre fin à la guerre, mais dont personne ne voulait assumer la responsabilité. L'Armée avait également travaillé sur des hypothèses plus souterraines et audacieuses de protection du *kokutai* autour de l'Ecole de Nakano, dont la réalisation se heurta cependant à de nombreuses embûches.

L'Ecole de Nakano à la manœuvre

La division du gouvernement japonais et du haut commandement avait conduit des officiers de l'Armée, sinon à accepter la défaite, du moins à envisager aussi une stratégie de subversion et de lutte clandestine, au cas où les Alliés auraient décidé de s'en prendre au trône. En juin 1945, le lieutenant-colonel Kurosaki Sadaaki (1912-1987) – un officier impliqué dans la tentative de coup d'Etat militaire du 26 février 1936 – agissant de conserve avec le commandant Matsuura Tsuguru (1911-1954), avait conçu le projet de « mettre en réserve » le prince Michihisa

¹⁸ Edit impérial par lequel l'empereur renonce à sa divinité.

(1937-2018) de la Maison Kitashirakawa¹⁹, quelque part dans la région de monts Tsurugi (département de Tokushima, île de Shikoku) en cas de bataille sur le territoire national. Kurosaki avait cependant renoncé lorsqu'il apprit que l'Ecole de Nakano de l'Armée (*Rikugun nakano gakkô*), le seul établissement de formation au renseignement et à l'espionnage militaires, était également sur les rangs²⁰. L'initiative en était revenue au commandant Inomata Jin'ya (1916-?), un ancien de cette Ecole, attaché à la direction des Affaires militaires du ministère de l'Armée. Il avait obtenu l'aval du colonel Shiraki Suenari, chef de bureau à l'état-major général de l'Armée et spécialiste de la Russie, du chef d'état-major adjoint de l'Armée, Kawabe Torashirô (1890-1960) et du général de division Arisue Seizô (1895-1992), directeur de la 2^e division de l'état-major général de l'Armée, pour que l'Ecole de Nakano soit la cheville ouvrière d'une organisation clandestine nationale destinée à la surveillance des autorités d'Occupation et à l'organisation de campagnes d'assassinats ciblés contre des officiers alliés, au cas où l'institution impériale serait menacée. Un budget de six millions de yen fut dégagé à cet effet et l'ensemble de ce dispositif était déjà bien avancé au moment du discours impérial du 15 août. Surtout, des éléments de l'Ecole, également ébranlés par la décision impériale de mettre fin aux hostilités, avaient été parallèlement sollicités par des officiers de l'Armée qui préparaient un ultime projet de coup d'Etat, dans la nuit du 14 au 15 août 1945, afin d'entraver la radiodiffusion du discours de l'empereur annonçant la « fin de la guerre ». Mais si le commandant Kubota Ichirô, condisciple de la première heure d'Inomata à l'Ecole, était d'accord sur le principe d'une action pour assurer la protection de l'essence nationale de l'empire, il était réticent à participer à une entreprise de sédition. Il accepta néanmoins, en cas d'échec du coup, de rencontrer au ministère de l'Armée un proche de l'Ecole, le lieutenant-colonel Hirose Eiichi (?-1988), condisciple du prince Nagahisa (1910-1940) – le père de Michihisa – de la Maison Kitashirakawa à l'Ecole des officiers de l'Armée (*Rikugun shikan gakkô*), et qui faisait office de secrétaire particulier du vice-ministre de l'Armée. Hirose comprit tout de suite le parti qu'il pourrait tirer des bonnes dispositions de Kubota, et lui demanda de veiller à ce que l'Ecole de Nakano participe au sauvetage de la lignée impériale. Une proposition qui, à ses yeux, avait trois mérites : d'abord cet établissement était expert dans le montage d'opérations secrètes ; ensuite, il lui était apparu nécessaire que, dans cette période de troubles, l'Ecole ne soit pas gagnée par des vellétés putschistes et que ses capacités ne soient pas dévoyées par des entreprises subversives voués à l'échec ; les rumeurs

¹⁹ La Maison Kitashirakawa, fait partie des onze familles princières, *Kôzoku*, qui, entre 1868 et 1945, jouissaient à ce titre d'un statut juridique particulier. Au titre de l'article 31 de l'ancien code de la Maison impériale, le titre de prince impérial (*shinnô*), était décerné aux héritiers mâles de l'empereur en ligne directe jusqu'à la quatrième génération, celui de prince à partir de la cinquième génération. Mais il existait des chefs de familles princières qui, avant la promulgation du code, bénéficiaient déjà du titre de prince impérial qu'ils conservèrent par faveur spéciale. Michihisa était le cinquième prince Kitashirakawa, et le dix-huitième descendant de l'empereur Sukô (1334-1398, Cour du Nord).

²⁰ Sur ce centre de formation des espions japonais, Stephen C. Mercado, *The Shadow Warriors of Nakano: A History of the Imperial Japanese Army's Elite Intelligence School*, Washington DC, Brassey's Inc., 2002.

aussi alarmantes qu'invérifiables circulaient dans les forces armées sur le sort que les Américains réserveraient à la Famille impériale²¹. Le choix de Hirose, qui sortait d'une inspection du complexe de Matsushiro, s'était également porté sur le jeune prince Michihisa, alors âgé de huit ans, dont l'arrière-grand-père n'était autre que l'empereur Meiji (1852-1912). Fuyant la capitale et ses bombardements aériens, le prince et sa suite d'une trentaine de personnes logeaient depuis 1944 à Katsunuma-chô (département de Yamanashi) dans une vaste demeure privée au pied du mont Fuji, et bénéficiait à ce titre d'une double protection militaire et policière. Certains officiers avaient projeté de « subtiliser » le prince héritier, mais cette option avait été en définitive écartée au motif que la disparition du fils aîné de Hirohito n'aurait pas manqué d'attirer l'attention des autorités d'Occupation, alors que celle de Michihisa, moins en vue, serait passée inaperçue. Sur introduction de Hirose, Kubota obtint l'accord de la grand-mère, la princesse Fusako (1890-1974), qui était la septième fille de l'empereur Meiji. Quant au lieu de la cachette, il fallait un endroit sûr, suffisamment éloigné de la capitale pour rester à l'abri des regards, mais doté des commodités suffisantes pour pourvoir à l'éducation de l'enfant. Le choix de Hirose s'était ainsi porté sur Muikamachi (département de Niigata), où il connaissait un certain Imanari Takuzô (1912-1980), un notable local qui avait exercé des responsabilités dans les groupes de jeunesse et dont le patriotisme était à toute épreuve. A cet effet une équipe de six agents de l'Ecole fut constituée et dépêchée sur place. Cependant Kubota devait rapidement découvrir qu'Imanari avait été chargé par le ministère des Affaires Etrangères d'abriter le leader indépendantiste birman Ba Maw (1893-1977), activement recherché par les Alliés pour collaboration, et qui se cachait dans un temple bouddhiste de la région, le *Yakushôji*. L'affaire s'annonçait d'autant plus mal que Kubota et Inomata se disputèrent sur l'opportunité d'agrèger à leur mission la protection de Ba Maw : Kubota y était favorable parce que le gouvernement japonais avait promis d'assurer la sécurité du leader birman et que le respect de la parole donnée aurait conforté la position du Japon en Asie du sud-est, un fois que ce dernier se serait rétabli. Inomata était contre car, tôt ou tard, Ba Maw serait découvert, ce qui aurait mis à mal le plan de cachette du prince. Un compromis – boiteux – avait été finalement trouvé entre les deux hommes : Kubota chapoterait l'ensemble de l'affaire et Inomata se chargerait plus particulièrement de la protection du prince (« opération donjon », *honmaru sakusen*). Pour financer le tout, les deux hommes reçurent des fonds secrets des Affaires étrangères et de l'Armée à hauteur de 500 000 yen environ, avec lesquels ils montèrent, au début octobre 1945, deux sociétés de couverture, l'une de fabrication de jouets, l'autre de plomberie, dont les produits étaient censés financer l'éducation du prince.

Les embûches de la filière Kitashirakawa de l'Armée

Les nuages n'allaient cependant pas tarder à s'amonceler. En premier lieu des déboires financiers : Imanari avait non seulement détourné à son profit une partie de fonds secrets destinée à la protection de Ba Maw, mais négocié auprès du ministère

²¹ *Shôwa-shi no tennô*, L'empereur dans l'histoire de Shôwa, Tôkyô, Yomiuri shinbunsha, 1969, vol. 8, p. 98 et s.

des Affaires Etrangères, au nom et à l'insu de Kubota, une somme de 400 000 yens affectée à ses propres affaires. Les deux sociétés fondées par Kubota et Inomata avaient elles rapidement périclité car les deux hommes n'avaient aucune expérience des affaires.

En second lieu, le groupe de l'Ecole finit par entrer dans le collimateur du contre-espionnage allié. Le 6 janvier 1946, les Anglo-saxons demandèrent au ministère de Affaires étrangères de leur livrer Ba Maw qui avait fait l'objet d'une dénonciation anonyme. Sous prétexte d'organiser l'exfiltration de Ba Maw – qui refusait de se rendre – vers la péninsule coréenne, les Japonais l'attirèrent à la mi-janvier à Tôkyô dans un traquenard et le livrèrent aux Américains : continuer à couvrir le leader birman aurait risqué de compliquer les relations entre l'Occupant et le gouvernement japonais. Le répit fut néanmoins de courte durée : le 16 février 1946, la plupart des protagonistes de la filière Kitashirakawa de l'Ecole et leurs contacts auprès de l'ancien ministère de l'Armée et des Affaires étrangères – soit neuf personnes dont Hirose, Kubota et Inomata notamment – avaient été arrêtés à la suite des dénonciations de Ba Maw, ulcéré par le comportement de ses anciens « amis », des aveux d'Inamari, et enfermés dans la prison de Sugamo, dans des cellules individuelles réservées normalement aux condamnés à mort. Cependant, les investigations et interrogatoires subséquents ne permirent pas d'établir l'existence d'un vaste complot contre les autorités d'Occupation. Le 2 août, faute de preuves, tous les suspects furent relâchés au lendemain de la libération de Ba Maw.

En troisième lieu, la cohésion du groupe de l'Ecole s'était effritée. La mésentente persistante entre Inomata et Kubota, avait incité le premier à prendre des initiatives personnelles pour assurer l'anonymat du jeune prince. Fort de son expérience en Mandchourie de production de faux papiers pour les agents japonais infiltrés en territoire soviétique ou sous contrôle de Moscou, il conçut, seul, le plan de doter le jeune prince d'une fausse identité, qui lui permettrait d'accéder sans encombre au système éducatif et de bénéficier des tickets de rationnement. Ayant pris connaissance par la presse que la municipalité de Hiroshima avait fait appel aux familles survivantes pour reconstituer les registres d'état civil détruits par le bombardement atomique, Inomata se rendit à Hiroshima pour arracher pour le prince, auprès des services de l'état civil au départ soupçonneux, des papiers d'identité au nom d'un certain Kimura Michio, né à Okinawa en 1938, fils d'un ouvrier de l'arsenal militaire de Hiroshima disparu lors du bombardement atomique, et dont Inomata prétendait être un lointain parent. Son plan consistait, dans un premier stade, à trouver un point de chute dans les environs de Hiroshima pour que le prince puisse s'habituer pendant six mois à la vie de roturier et à le confier, pour cela, à l'une de ses connaissances, un ancien attaché à la direction des affaires militaires du ministère de l'Armée qui habitait entre Hiroshima et Kure, tout en préservant le secret sur l'identité réelle de l'enfant. Dans un second stade, le prince aurait été rapatrié dans la région de Tôkyô et adopté par l'un de ses condisciples de l'Ecole pour brouiller davantage les pistes. Il est peu probable qu'Inomata ait informé ses coéquipiers de Muikamachi de cette équipée à Hiroshima, car ils continuèrent à chercher dans les environs un lieu

propice pour héberger le prince. D'ailleurs, de guerre lasse, à la fin décembre 1945, deux des membres de l'équipe avaient fait défection. Les arrestations de janvier et février 1946 achevèrent de la démanteler.

En bref, les projets de sauvetage de la lignée impériale n'ont pas eu à se concrétiser dès lors que la politique d'Occupation, loin de s'en prendre à la Maison impériale, l'ont exonérée de toute responsabilité dans la guerre, instrumentalisée au service des buts de l'Occupant, et écarté toute hypothèse d'abdication. Certes, le statut de l'empereur allait être profondément remanié, mais le trône avait été préservé et Hirohito avait endossé les habits neufs de la monarchie-symbole qui correspondait sans doute davantage au rôle historique traditionnel assigné à l'institution impériale. Rien qui justifiait un coup d'Etat, ou un soulèvement contre l'Occupant, même si les réformes démocratiques imposées par MacArthur avaient fait grincer quelques dents. En outre, les projets de sauvetage de la lignée impériale avaient été menés indépendamment par l'Armée et la Marine chacune de leur côté. Aucune concertation entre les deux armes n'avait été menée : s'agissait-il de mettre deux fers au feu ? Ou, plus vraisemblablement, fallait-il y voir une autre illustration de ce sectionnalisme qui avait tant nui à la coordination de l'action militaire pendant la guerre ? Enfin, curieusement, personne ne semble s'être intéressé sérieusement au sort des trois *regalia* – le miroir, le joyau et l'épée – transmis d'âge en âge à chaque génération d'empereurs. Or les théoriciens de la monarchie japonaise considéraient que la transmission des insignes de la monarchie, au moins autant que le sang, était une condition de la légitimité de la succession au trône. Que ces insignes fussent perdus, ou pire, confisqués ou détruits par l'Occupant, et l'héritier putatif se serait trouvé privé de ces marqueurs symboliques de légitimité. Mais, dans l'urgence, il avait été sans doute jugé plus avisé de mettre éventuellement à l'abri le jeune prince Kitashirakawa que de s'occuper de ces insignes. C'est cette même urgence qui justifia d'ailleurs une autre entorse au principe de la succession par les mâles, puisque le prince Michihisa descendait certes de l'empereur Meiji, mais par son aïeule.

Conclusion

Avec le recul, ce plan de sauvetage de la lignée impériale pouvait apparaître comme fantasque et irréel. Il n'en est pas moins vrai que, dans le contexte de l'époque, il pouvait parfaitement s'expliquer. Par la qualité des personnes impliquées, il ne s'agissait pas de l'initiative de quelques têtes brûlées isolées. D'autant plus qu'il faisait partie d'un projet plus vaste : celui de la création d'organisations clandestines pour résister à l'Occupant. La suite des événements rendit caduques ces initiatives. Quant aux principaux protagonistes de cette entreprise, ils connurent des fortunes diverses. Tomioka fut membre de la délégation japonaise qui signa la capitulation sur le Missouri le 2 septembre 1945. Il participa après la guerre à la construction des Forces aériennes d'autodéfense. Le prince Michihisa, réduit à la condition de simple citoyen comme tous les membres des maisons princières en octobre 1947, fit carrière dans les affaires et devint l'un des administrateurs de la firme Toshiba, avant d'être fait, en avril 2001, Grand prêtre du Grand sanctuaire d'Ise, et d'être appelé à la tête de

l'Office central des sanctuaires (*jinja honchô*), l'un de principaux lobbys shintôïstes. Il ne fut informé de l'entreprise dont il avait été le protagoniste à son corps défendant que bien des années plus tard. Genda Minoru intégra les nouvelles Forces d'autodéfense (FAD) créées en 1954 et devint, en juillet 1959, chef d'état-major des Forces aériennes d'autodéfense. A partir de juillet 1962, après sa retraite, il sera élu sous l'étiquette du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir à la chambre des Conseillers où il restera vingt-quatre ans, défendant le système monarchique, la révision de la Constitution et la remilitarisation de l'archipel. Hirose rejoignit lui aussi les FAD, devint commandant de la région militaire Nord et s'attacha à développer les capacités de renseignement des nouvelles forces militaires. Inomata revint dans sa région natale de Wakamatsu où il occupa du secrétariat des services académiques locaux, exerça des fonctions d'administrateur de société et de direction de groupes d'éducation de la jeunesse par le sport. Nakajima intégra aussi les FAD en 1954 comme commandant de la deuxième flotte aérienne (1957) puis de la première flotte aérienne (1959), avant de rejoindre le groupe de pneumatiques Yokohama après sa retraite. Quant à Kubota, on perd sa trace dans le Japon d'après-guerre. Enfin, s'agissant des émules de l'Ecole de Nakano – entre 2300 et 2500 – selon les sources qui avait en tant que telle cessé ses activités le 15 août 1945, ils se dispersèrent dans le Japon. Beaucoup se reconvertirent dans les services de sécurité, rejoindront les Forces terrestres d'autodéfense ou mettront leur expertise sur la Chine, l'URSS et l'Asie du sud-est, où ils avaient opéré pendant la guerre, au service du gouvernement japonais et des Américains. Aucun document actuellement disponible n'atteste que l'empereur lui-même ait été informé de ces projets de sauvetage de la lignée impériale. C'est au prince impérial Takamatsu que revint finalement le dernier mot de l'histoire : « toutes sortes de plans ont été échafaudés, parmi lesquels il aurait fallu sans doute choisir le moment venu²² ».

1- Coordonnées professionnelles

Eric Seizelet, Professeur émérite, Université de Paris, Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est (IFRAE FRE 2025).

2- Notice biographique

Eric Seizelet est professeur émérite de langue et de civilisation japonaises à l'Université de Paris (ex Paris-Diderot). Titulaire d'un doctorat d'Etat en droit de l'Université de Paris II Panthéon-Assas et diplômé de l'INALCO, il est spécialiste du Japon, où il a séjourné près de huit ans. Il est l'auteur d'une centaine de publications se rapportant à l'histoire du droit et des institutions politiques et militaires du Japon moderne et contemporain.

3- Résumé en français

²² Cité par Hata Ikuhiko, *Hirohito tennô*, *op.cit.*, p. 276.

Au cours de l'été 1945, si les élites politiques et militaires du Japon s'accrochent officiellement à la poursuite des hostilités et au refus de la reddition inconditionnelle, en coulisses, elles travaillent à faire face aux conséquences inéluctables de la défaite, et notamment à sauver la lignée impériale de la menace alliée. Si, en définitive, la politique conciliante des Alliés envers la monarchie et l'empereur Hirohito rendit caducs ces plans secrets, la plupart des protagonistes occupèrent des places importantes dans la reconstruction de l'appareil militaire japonais autour de la création des Forces d'autodéfense (FAD) en 1954.

4- Résumé en anglais

During the summer 1945, even if the political and military elites officially are still clinging to the pursuit of the war and the rejection of unconditional surrender, they are working behind the scenes to face the unavoidable implications of the coming defeat and to preserve the imperial lineage from the victor revenge. The Allied conciliatory policy toward the monarchy and emperor Hirohito made these secret plans useless, and most of the protagonists in the end occupied leading positions in the new military establishment surrounding the creation of the Self Defense Forces (SDF) in 1954.

5- Mots clés en français

Japon, défaite, monarchie, Armée, Marine

6- Mots clés en anglais

Japan, defeat, monarchy, Army, Navy

7- Titre en anglais

Saving the Imperial Lineage: the Planifications of the Japanese Military in 1945.

8- Adresse

M. Eric Seizelet

110-1 avenue Félix Faure

75015 Paris